



Communiqué de presse

6 avril 2009

Situation financière actuelle du 2^e pilier

Près de six institutions de prévoyance du 2e pilier sur dix présentent actuellement un découvert. Deux tiers d'entre elles ont un taux de couverture entre 90 et 100 %, le dernier tiers étant en dessous de 90 %. Tels sont les derniers chiffres calculés par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Les modélisations mathématiques montrent en outre qu'il est indispensable, vu l'incertitude qui règne sur les marchés financiers, que les institutions de prévoyance mettent en place à temps des mesures d'assainissement pour compenser ces découverts.

La crise des marchés financiers donne du fil à retordre à de nombreuses institutions du 2e pilier. Les assurés aussi s'inquiètent de la situation financière de leur caisse de pension. D'après les dispositions en vigueur, les institutions de prévoyance ont jusqu'à l'été pour présenter à leur autorité de surveillance leur situation financière et, si nécessaire, les mesures correctives prévues. Mais vu l'inquiétude ambiante, l'OFAS a rassemblé des informations et effectué une analyse de la situation sans attendre l'expiration de ce délai. Les résultats présentés se basent donc sur les informations récentes des caisses de pension placées sous la surveillance directe de l'OFAS et sur des modélisations mathématiques qui évaluent la situation au niveau national en intégrant des informations provenant de plusieurs autorités de surveillance cantonales.

Pourcentages d'institutions de prévoyance avec ou sans découvert

Malgré la chute des bourses de 2008 et début 2009, 43 % des caisses de pension présentaient un taux de couverture d'au moins 100 % à fin mars de cette année, le reste étant en dessous. A fin 2008, ce rapport était de 50-50 (cf. tableau en p. 2). Ces résultats sont basés sur la répartition effective de la fortune de près de 1900 institutions de prévoyance. Ils sont en outre confirmés par les données des caisses de pension soumises à la surveillance directe de la Confédération. A fin 2008, 51 % de ces dernières présentaient un taux de couverture de 100 % ou plus.

	Fin 2008		31 mars 2009
	Surveillance par la Confédération (données exhaustives)	Toutes les caisses de pension (évaluation)	Toutes les caisses de pension (évaluation)
Taux de couverture			
< 90%	14.1 %	13.5 %	17.8 %
90% - 100%	34.6 %	36.6 %	38.9 %
<u>Total en découvert</u>	<u>48.7 %</u>	<u>50.1 %</u>	<u>56.7 %</u>
100% - 110%	48.7 %	31.9 %	27.3 %
> 110%	2.6 %	18.0 %	16.0 %
<u>Total sans découvert</u>	<u>51.3 %</u>	<u>49.9 %</u>	<u>43.3 %</u>

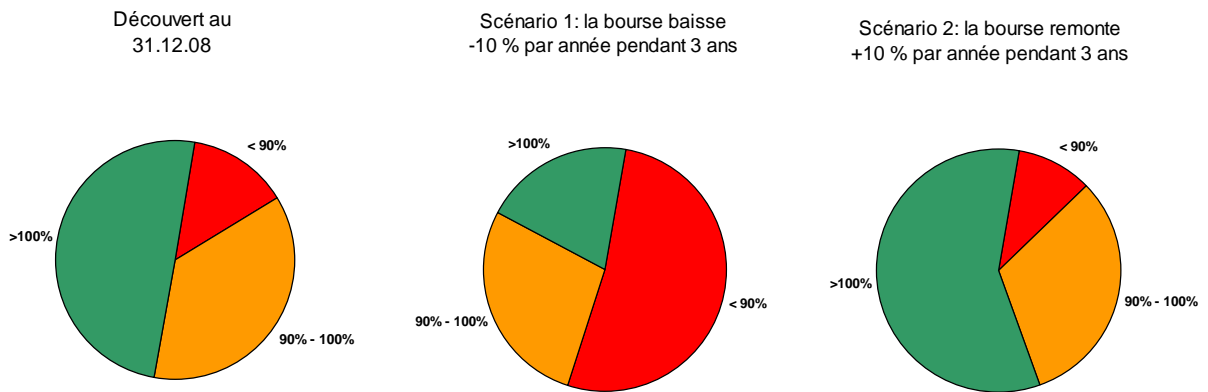
Les estimations sont basées sur le taux de couverture réel et la répartition effective de la fortune fin 2007 des près de 1900 institutions de prévoyance connues par l'OFAS. En partant de ces données et en prenant l'évolution des indices adéquats des marchés et des taux d'intérêt techniques, il a été possible d'évaluer la situation financière de chaque institution de prévoyance. Ces calculs donnent des informations nettement plus représentatives sur la situation actuelle du 2e pilier et une bien meilleure image de la situation que d'autres estimations récentes qui ne portaient que sur un tout petit nombre d'institutions de prévoyance (Enquête Swisscanto).

Ne pas ajourner les mesures d'assainissement

Les institutions de prévoyance qui présentent un découvert ont jusqu'à fin juin pour présenter à leur autorité de surveillance (Confédération ou canton) leurs mesures correctives. La loi exige que le découvert soit en principe résorbé dans un délai de cinq à sept ans, ou de dix ans au maximum (*cf. feuille d'information « Mesures d'assainissement en cas de découvert »*). Il appartient aux organes des institutions de prévoyance de prendre les mesures d'assainissement appropriées.

Dans la situation actuelle, on ne peut pas se contenter d'attendre une reprise des marchés financiers. En effet, il est possible que la situation ne s'améliore pas d'elle-même, voire qu'elle s'aggrave. En outre, plus le taux de couverture est bas, plus il devient difficile de combler les lacunes au moyen de la fortune restante. Le report des mesures d'assainissement rendrait donc celles-ci encore plus difficiles à supporter. Au vu de l'incertitude qui règne sur les marchés financiers, il serait plus judicieux que même les institutions de prévoyance avec un faible découvert le résorbent le plus vite possible, avant que celui-ci ne s'aggrave.

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des taux de couverture des institutions de prévoyance si aucune mesure d'assainissement n'est prise (moratoire sur l'assainissement des caisses) dans deux cas de figure (baisse ou reprise des bourses) :



Les modèles mathématiques de l'OFAS le montrent : même si la valeur des placements à risque (actions ou titres semblables ou encore titres immobiliers à l'étranger) augmente de 10 % par année durant les trois prochaines années, sans mesures d'assainissement, environ 40 % des institutions de prévoyance seraient encore en découvert à l'issue de cette période (graphique 3). Si, au contraire, les placements à risque devaient perdre 10 % par année durant les trois prochaines années, le pourcentage des caisses de pension en découvert passerait de 50 à presque 80 % (graphique 2) et le taux de couverture de chaque caisse continuerait à baisser.

Ne pas remettre à plus tard la baisse du taux de conversion minimal

Le taux de conversion actuel pour la partie obligatoire du 2e pilier, de 7,05 % pour les hommes et de 7,00 % pour les femmes, représente une lourde charge pour les caisses de pension (*cf. feuille d'information « Abaissement du taux de conversion minimal »*). Le taux de conversion minimal exige des rendements élevés pour garantir la totalité des rentes dues. Or un rendement supérieur à la moyenne ne peut être obtenu qu'avec des placements à risque. C'est pourquoi un taux de conversion élevé met sérieusement en danger les caisses de pension et leurs assurés, danger auquel sont particulièrement exposées les institutions en découvert, leur situation financière suffisant déjà à rendre nécessaires des revenus du capital supérieurs à la moyenne.

Office fédéral des assurances sociales

Communication

Le Secteur Communication de l'OFAS se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire :

031 322 91 95

Kommunikation@bsv.admin.ch

www.ofas.admin.ch